

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT D'AMÉNAGEMENT ET D'URBANISME - ÎLE-DE-FRANCE N°753



ENVIRONNEMENT

Juillet 2017 • www.lau-idf.fr

DES CIRCUITS COURTS DURABLES? DE L'UTOPIE... À LA RÉALITÉ

0 ou 1

INTERMÉDIAIRE ENTRE LE PRODUCTEUR
ET LE CONSOMMATEUR
EN CIRCUIT COURT ALIMENTAIRE.

21 %

PART DES EXPLOITATIONS PRATIQUANT
DES CIRCUITS COURTS EN FRANCE.
(Recensement agricole 2010)

8 %

ESTIMATION DE LA PART
DES PRODUITS EN CIRCUITS COURTS
OU DE PROXIMITÉ DANS LE MARCHÉ
ALIMENTAIRE NATIONAL.
(Cese 2016)

LES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES SONT LARGEMENT PLÉBISCITÉS ET BÉNÉFICIENT D'A *PRIORI* FAVORABLES SUR LES PLANS ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL. L'IFSTAR ET L'IAU ÎDF PROPOSENT DE RÉINTERROGER CE DISCOURS CONVENU, RÉFLEXION NOURRIE DE LEURS TRAVAUX ET DES RECHERCHES ACTUELLES. CES CIRCUITS SONT-ILS RÉELLEMENT PLUS DURABLES ET À QUELLES CONDITIONS ?

Les vertus présumées des circuits courts sont nombreuses : ils seraient positifs pour le consommateur (meilleure qualité, à meilleur prix), pour les agriculteurs (débouché plus rémunérateur), pour l'économie locale (emplois non délocalisables, développement local) et l'environnement (réduction des distances et des émissions de polluants). Bénéficiant d'une forte médiatisation suite, notamment, aux crises sanitaires de la fin du XX^e siècle, cet éloge présente une réalité relativement idéalisée au regard des travaux de recherche menés sur le sujet. Nous tentons ici de démêler le vrai du faux.

QU'EST-CE QU'UN CIRCUIT COURT ?

Le circuit court fait l'objet d'une définition officielle de la part du ministère de l'Agriculture et de la Pêche : « Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire¹. » La clarification de la terminologie ne doit pas occulter la diversité de ces circuits. Ils présentent une grande variété de débouchés : les agriculteurs peuvent vendre leurs produits aux consommateurs (vente à la ferme, sur les marchés, etc.), à la grande distribution, à la restauration collective ou commerciale. La pluralité des canaux de vente (e-commerce ou vente traditionnelle) complexifie aussi la donne et suppose des organisations différenciées. À l'échelle de l'exploitation, les organisations sont également multiples, intégrant ou non des activités de livraison, de transformation, de prise de commande, mobilisant un nombre très variable d'emplois. Enfin, on observe une diversité de produits commercialisés et de distances entre les producteurs et les consommateurs.

L'enjeu scientifique actuel consiste à prendre en compte cette complexité tout en développant des travaux qui comparent les échelles d'approvisionnement (de l'international au local), les circuits (longs et courts) et permettent d'éclairer les performances sociales, économiques et environnementales.



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME





En couverture :

La vente de paniers et la précommande de produits en ligne connaissent un très fort développement et une grande diversité de systèmes : en direct producteurs/consommateurs avec un engagement plurimensuel (Amap), par le biais d'une plate-forme de mise en relation (La Ruche qui dit oui, etc.), sous la forme d'achat-revente par un intermédiaire (Drive des champs, Le Campanier, Paniers bio du Val-de-Loire, etc.).

1. Culture de fraises hors sol à la ferme de Gally à Saint-Cyr-l'École (78), approvisionnant des magasins locaux et des restaurants.
2. Préparation des commandes et ensachage, une étape logistique essentielle. Ici, paniers proposés par Drive des Champs, intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs pour la livraison de produits frais.
3. Le marché : deuxième mode de vente choisi par les agriculteurs pratiquant les circuits courts, après la vente à la ferme. Sur les marchés, la part des producteurs et des revendeurs est toutefois variable d'une région à l'autre : à Paris, seulement 10 % des étals sont tenus par des producteurs.
4. Lancés en 2007, les Paniers fraîcheur SNCF sont le fruit d'un partenariat entre la SNCF Transilien et les chambres d'agriculture pour promouvoir les maraîchers et les producteurs locaux. Le système a remporté un vif succès et s'est étendu à toute la France.

UNE PERFORMANCE ÉCONOMIQUE EN DEMI-TEINTE

On pense couramment que les circuits courts permettent « de capter une part plus importante de la valeur ajoutée en s'affranchissant des nombreux intermédiaires » [Gonçalves, 2013]. Les produits seraient aussi moins chers pour les consommateurs. Force est de constater que la réalité est plus nuancée.

Concernant le prix, il existe certes moins d'intermédiaires et les produits voyagent généralement moins, mais un volume de main-d'œuvre supplémentaire peut être nécessaire à leur commercialisation (mise en paniers, présence lors de la vente, etc.). Le coût de la main-d'œuvre en France étant élevé, la facture s'en ressent. Par ailleurs, une étude sur les Amap² montre que la fixation des prix s'effectue le plus souvent par comparaison avec ceux des autres circuits [Dubuisson-Quellier *et al.*, 2011]. Le prix reste une vraie question : c'est même un frein à l'achat de produits à la ferme pour 62 % des personnes interrogées³.

Côté producteurs, la part du chiffre d'affaires issue de la vente en circuits courts est très variable : pour près d'une exploitation sur deux, elle est inférieure à 10 % en Nord-Pas-de-Calais, quand elle est supérieure à 75 % en Île-de-France⁴. La performance économique varie aussi selon les filières, la taille de l'exploitation, la quantité et l'organisation du travail. Assurer soi-même la production, le transport, voire la transformation est chronophage et coûteux [Blanquart *et al.*, 2015]. Les résultats d'un projet Casdar⁵ relatent ainsi qu'en fruits et légumes, les premières années sont souvent difficiles, avec des investissements importants pour de faibles revenus. Ces résultats peuvent s'améliorer, même sur de petites surfaces, par la valorisation d'une gamme variée de produits, à condition d'acquérir des compétences techniques et de gestion en production et commercialisation. Un accompagnement par des organismes et des échanges entre producteurs permettent également de consolider les projets. Ainsi, le bilan économique en demi-teinte pourrait trouver son origine dans les stratégies de commercialisation, le plus souvent individuelles et conduisant à un allongement des temps de travail.

RÉDUCTION DES DISTANCES NE RIME PAS TOUJOURS AVEC PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

L'engouement suscité par les circuits courts laisse penser qu'ils permettent de réduire la distance lieu de production/consommateur et donc d'améliorer la performance environnementale de l'approvisionnement alimentaire.

Cette affirmation est contrecarrée par la définition même du circuit court, basée sur la proximité relationnelle (nombre d'intermédiaires) et non sur la proximité géographique. En Île-de-France, par exemple, pour approvisionner les Amap, que les consommateurs imaginent très locales, un agriculteur sur deux n'est pas Francilien [de Biasi *et al.*, 2015]. Toutefois, 83 % de ces producteurs viennent des régions limitrophes, ce qui reste très en deçà de la distance moyenne parcourue par un légume avant d'arriver dans nos assiettes⁶.

Partant du principe que les circuits courts sont somme toute plus locaux, il faut rappeler cependant que dans la chaîne alimentaire, ce n'est pas tant le transport que la production qui génère le plus d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Le mode de production (bio/conventionnel, extensif/intensif, etc.) aura un impact déterminant sur le bilan en GES. La question du transport reste toutefois cruciale parce qu'elle constitue un vrai levier d'optimisation. Les circuits les plus locaux ne sont pas toujours les moins émetteurs en dioxyde de carbone/CO₂, les marchandises étant distribuées de manière moins optimisée. « De grandes quantités, transportées sur des grandes distances de manière optimisée, peuvent avoir un impact GES par tonne transportée beaucoup plus faible que de petites quantités transportées sur des distances faibles dans des camionnettes peu remplies et revenant à vide. » [Ademe, 2012].

Pour être complète, l'évaluation environnementale doit également prendre en compte les dépenses d'énergie liées aux différentes étapes de la chaîne logistique : le stockage et la commercialisation (consommation d'énergie du point de vente ou de stockage, durée d'entreposage). Globalement, les circuits courts sont gagnants sur ces points,



3

Terres en villes

4

Chambre d'agriculture Ile-de-France

du fait de la commercialisation d'une plus grande part de produits de saison, de temps de stockage moindres et de déchets de conditionnement réduits. Aujourd'hui, l'impact environnemental du segment transport des circuits courts se mesure essentiellement aujourd'hui en termes d'émissions de CO₂. Les études gagneraient à inclure les autres GES (protoxyde d'azote/N₂O, méthane/CH₄) et les polluants atmosphériques (particules, dioxyde d'azote/NO₂, etc.) qui ont un impact local, en particulier sur la santé.

Enfin, la performance environnementale ne doit pas se limiter à la seule évaluation énergétique et des émissions de GES : il faut y intégrer des critères de durabilité territoriale tels que la préservation de l'agriculture, de la biodiversité ou des paysages, et l'écologisation des pratiques. Certains maraîchers cultivent ainsi en circuits courts jusqu'à 130 espèces [Pourias *et al.*, 2012]. La proximité relationnelle producteur-consommateur influence les pratiques : réduction d'intrants⁷, pratiques plus

respectueuses de l'environnement sur les exploitations, achat de produits de saison non calibrés, réduction des emballages et du gaspillage alimentaire chez les ménages. Bien qu'il soit difficile d'aller au-delà du recensement de pratiques locales durables, ces initiatives participent au maintien de l'agriculture périurbaine, à la préservation des sols, à l'amélioration des habitudes de consommation.

PERFORMANCES SOCIALES : MOINS D'INTERMÉDIAIRES NE SIGNIFIE PAS FORCÉMENT PLUS DE LIENS

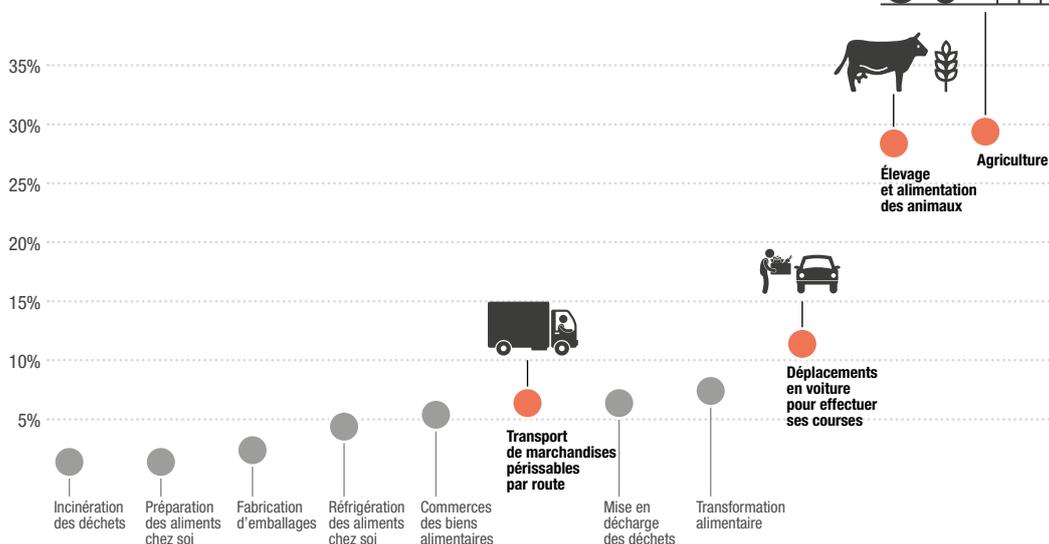
Parmi les vertus attribuées aux circuits courts, la réduction du nombre d'intermédiaires tendrait à renforcer les relations producteurs/consommateurs et villes/campagnes.

Le contact est certes facilité en vente directe. Toutefois, d'autres circuits ou canaux (restauration collective, grande distribution, détaillants, e-commerce) se caractérisent par une relation plus

LA LOGISTIQUE : UN LEVIER POUR OPTIMISER LES CIRCUITS COURTS

Les aspects logistiques, souvent négligés, constituent un levier, tant économique qu'environnemental, pour développer les circuits courts. En agissant sur l'organisation des flux physiques et d'informations, ils offrent l'opportunité de réduire les coûts de livraison (organisation de tournées, usage d'une plate-forme, sous-traitance). Ces coûts, souvent mal connus par les producteurs, peuvent atteindre de 15 à 40% de leur chiffre d'affaires, alors que l'objectif fixé, et souvent atteint, est de 10% en circuits longs.* Du point de vue environnemental, la question du transport est également cruciale. Rapportées au kilo de produit transporté**, la consommation d'énergie et l'émission de GES peuvent être plus importantes en circuits courts qu'en circuits longs, les distributions étant moins optimisées. Outre la distance, le taux de chargement, les véhicules utilisés, l'organisation de la livraison entrent en jeu. Enfin, le déplacement des consommateurs est rarement étudié, alors qu'il peut représenter jusqu'à 94% des émissions d'un produit***. Ces différents points sont autant de pistes d'optimisation à explorer.

Sources d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans la chaîne alimentaire en France



*Gabnor, Fnab, 2015 ; Cerema dans Raton *et al.*, 2015.
 **Merle *et al.*, *Concept de food miles*, 2012.
 ***«Cas de la vente directe de pommes en Limousin», dans Rizet *et al.*, *Chaînes logistiques et consommation d'énergie. Cas des meubles et des fruits et légumes*, rapport final Predit, Inrets-Ademe, décembre 2008.

distendue [Prally *et al.*, 2009], qui ne se construit pas sur des rencontres régulières en face à face. Si, côté consommateurs, on observe un nouveau rapport aux producteurs lié au besoin croissant d'information sur la qualité et l'origine des produits, côté agriculteurs, on n'aspire pas forcément à développer davantage de liens avec les consommateurs. Cela dépend des affinités de chacun, du parcours (diplôme, appartenance ou non au milieu agricole) et des caractéristiques de l'exploitation (taille, type de production).

En ce qui concerne les liens entre producteurs, on observe différents niveaux de coopération, allant du partage de matériel (au sein d'une Cuma⁷, par exemple), à la mutualisation plus ou moins formalisée (transport ou vente des produits pour un autre agriculteur), voire au simple échange commercial (achat/revente entre agriculteurs). La réussite de cette coopération ne va pas de soi : de nombreux agriculteurs restent attachés à leurs pratiques individuelles, préférant gérer eux-mêmes leurs activités ou les justifiant par une concurrence perçue entre agriculteurs, le manque d'agriculteurs à proximité, ou un souhait de ne pas développer les ventes. Néanmoins, une fois établis, les liens entre producteurs tendent à perdurer, même si le projet initial a échoué [Blanquart *et al.*, 2015].

LA DURABILITÉ DES CIRCUITS COURTS SOUS CONDITIONS

Les travaux scientifiques montrent que les bienfaits prétendus des circuits courts ne sont pas si évidents. La diversité des formes de ces circuits renvoie à des performances variées d'un agriculteur à l'autre, et des travaux de recherche complémentaires sont nécessaires pour approfondir ces questions. Un circuit durable – socialement, économiquement, environnementalement – peut être défini comme un circuit de produits de saison, qui respecte le sol, limite l'utilisation de ressources naturelles non renouvelables, et la production de déchets tout en les valorisant. Adapté à son territoire, le circuit durable est également un circuit « au plus près » du consommateur, dont le système de distribution est optimisé par des tournées ou des plates-formes locales. L'essor de circuits courts durables est donc lié au développement de solutions collectives (mutualisation du transport et du stockage), s'appuyant sur des outils facilitant l'échange d'informations⁸ que les agriculteurs doivent s'approprier et porter.

Aujourd'hui, beaucoup d'*a priori* positifs sont projetés sur les circuits courts. Si certains sont pour partie justifiés, la marge de progression reste importante, notamment pour les circuits les plus locaux. Ils peuvent être performants et durables, à condition d'optimiser les points de vigilance : mode de production respectueux de l'environnement, logistique, saisonnalité, mutualisation des moyens matériels, humains, et des connaissances.

Être conscient de ces réalités ne doit pas pour autant freiner le développement de ces systèmes. Il faut au contraire encourager les optimisations. Les circuits courts sont révélateurs des mutations à l'œuvre et des nouveaux rapports à l'alimentation. Les projets de « systèmes alimentaires territorialisés » ou de « relocalisation de l'approvisionnement alimentaire » se multiplient. Les initiatives sont nombreuses, mais ont encore un impact territorial restreint. Un changement d'échelle est donc nécessaire pour intensifier les relations urbains/ruraux et en faire bénéficier les métropoles et leur hinterland rural. Par leur capacité d'adaptation et d'innovation, les circuits courts sont de formidables laboratoires d'expérimentation et de réflexion pour faire bouger les lignes des systèmes alimentaires établis. ■

Laure de Biasi, ingénieur en agronomie
sous la responsabilité de Christian Thibault,
directeur du département environnement urbain et rural de l'IAU idF

Corinne Blanquart, directrice de recherche, Ifsttar
Gwenaëlle Raton, chargée de recherche, Ifsttar

1. Plan Barnier, 2009.
2. Association pour le maintien d'une agriculture paysanne.
3. Ipsos, Les Français et le consommateur local. Une enquête Ipsos pour Bienvenue à la ferme, février 2014.
4. Source : recensement agricole 2010.
5. Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, *Développer une activité de valorisation de légumes et petits fruits en circuit court. Guide pratique et repères*, 2011-2013.
6. La distance moyenne d'approvisionnement en fruits et légumes tous circuits confondus pour l'Île-de-France est de 790 km. Source : Gilles Billen, Josette Garnier, Sabine Barles, *L'empreinte alimentaire de Paris en 2030*, décembre 2011.
7. Intrants : produits apportés aux terres et aux cultures pour améliorer les rendements (engrais, amendements, produits phytosanitaires, etc.).
8. Coopérative d'utilisation de matériel agricole.
9. Technologies de l'information et de la communication.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquelle

RÉDACTION EN CHEF

Isabelle Barazza

MAQUETTE

Olivier Cransac

INFOGRAPHIE

Laurie Gobled

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Claire Galopin, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@iau-idf.fr

IAU île-de-France

15, rue Falguière
75740 Paris Cedex 15
01 77 49 77 49

ISSN 1967-2144

ISSN ressource en ligne
2267-4071



www.iau-idf.fr



RESSOURCES

- Ademe, « Les circuits courts alimentaires de proximité », *Les Avis de l'Ademe*, avril 2012.
- Aubry Christine, Chiffolleau Yuna, « Le développement des circuits courts et l'agriculture périurbaine : histoire, évolution en cours et questions actuelles », dans Huyghe C. (ed.), « Carrefours de l'innovation agronomique. Agriculture périurbaine », *Innovations agronomiques*, Inra, 5 mai 2009.
- Blanquart Corinne, Gonçalves Amélie, Loeuilleux Perrine, Raton Gwenaëlle, Tellier Corinne, Vaillant Ludovic, *Alternatives logistiques pour les circuits courts en Nord-Pas-de-Calais*, rapport final alloCirCo, Ifsttar, chambre d'agriculture du Nord-Pas-de-Calais, région Nord-Pas-de-Calais, 2016.
- Blanquart Corinne, Gonçalves Amélie, Raton Gwenaëlle, Vaillant Ludovic, *Vecteurs et freins d'une logistique plus durable dans les circuits courts : le cas du Nord-Pas-de-Calais*, 52^e colloque ASRDLF, 7-9 juillet 2015, Montpellier.
- Dubuisson-Quellier Sophie, Lamine Claire, Le Velly Ronan, « Citizenship and Consumption: Mobilisation in Alternative Food Systems in France », *Sociologia Ruralis*, Wiley, July 2011, 51(3).
- Gonçalves Amélie, *La performance des organisations logistiques des circuits courts de distribution : une analyse des déterminants et leviers d'amélioration*, thèse de doctorat en sciences économiques, sociales, de l'aménagement et du management, université Lille 1, septembre 2013.
- Merle Aurélie, Piotrowski Mathilde, « Consommer des produits alimentaires locaux : comment et pourquoi ? », *Décisions marketing*, n° 67, juillet-septembre 2012.
- Pourias Jeanne, Daniel Anne-Cécile, Aubry Christine, « Terroirs urbains ? La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains en question », *POUR*, n° 215/216, Alimentation et Territoires, 2012.
- Prally Cécile, Chazoule Carole, Delfosse Claire, Bon Nicolas, Cornée Moïse, « La notion de "proximité" pour analyser les circuits courts », 46^e colloque de l'ASRDLF, Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.

Sur le site de l'IAU idF

- Une métropole à ma table. L'Île-de-France face aux défis alimentaires. *Les Cahiers*, n° 173, IAU idF, mars 2017.
- De Biasi Laure, *et al.*, *Les filières courtes de proximité au sein du système alimentaire francilien*, IAU idF, décembre 2015.



INSTITUT
D'AMÉNAGEMENT
ET D'URBANISME

